

Alcatel Lucent : l'intersyndicale appelle à la grève ce 30 juin

L'intersyndicale regroupant CFDT, CFE-CGC, CGT et CFTC au sein d'Alcatel Lucent appelle à un arrêt de travail ce mardi 30 juin « *sur tous les sites du groupe en France* » .

Les manifestations les plus importantes sont attendues sur le site de Villarceaux (à Villejust dans l'Essonne) pour la région parisienne et sur le site de Lannion pour la province.

Sur le site de Villarceaux doit en effet se tenir ce mardi 30 juin un Comité d'entreprise groupe concernant, entre autres sujets brûlants, le troisième plan social en 3 ans d'Alcatel Lucent France.

L'ambiance promet d'être électrique.

Les syndicats tentent de bloquer sinon limiter la nouvelle vague de suppressions d'emplois. Il s'opposent également, pour une bonne partie d'entre eux en tous cas, aux externalisations, comme celle de l'informatique chez HP (Hewlett-Packard).

Depuis la fusion Alcatel-Lucent, rappelle l'intersyndicale, les deux premiers plans sociaux se sont soldés par le départ de 2000 salariés.

Un **troisième plan de suppression d'emplois**, « *le troisième en 3 ans* » , soulignent les syndicats, viserait 1.000 emplois dans le monde, dont 200 en France, ainsi que 5.000 sous-traitants, dont 450 en France.

Les syndicats rappellent également que les salaires ont été gelés pour l'année 2009. Ils constatent également que « *les parts variables ont été fortement diminuées, d'un facteur 10 à 15, du fait de la mise en place d'un système plus défavorable, pratiqué à l'origine chez Lucent.* »

L'intersyndicale du groupe constate que « *la nouvelle direction a engagé le groupe Alcatel Lucent dans une vaste stratégie d'externalisation de plusieurs de ses activités, avec un impact non négligeable pour les salariés français: 206 suppressions de postes dans les activités informatiques ; 59 postes dans un projet de recherche et développement et 27 personnes responsables de la paie en France.* »

« *En Europe, cela se traduira par plus de 2200 salariés directement externalisés et par un changement de donneurs d'ordres pour plus de 1700 prestataires de services* » , expliquent les syndicats.

« *2000 emplois ont déjà été supprimés en 2 ans, en France et en Europe. Des sites ont fermé en 2008 (Cesson Sévigné, Chateaufort) . Il faut arrêter cette hémorragie!*»